

L'historiographie du mouvement ouvrier suisse

Hans Ulrich Jost

Volume 37, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/llt37re01>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Committee on Labour History

ISSN

0700-3862 (imprimé)

1911-4842 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jost, H. U. (1996). L'historiographie du mouvement ouvrier suisse. *Labour/Le Travailleur*, 37, 275–282.

REVIEW ESSAYS / NOTE CRITIQUES

L'historiographie du mouvement ouvrier suisse

Hans Ulrich Jost

EN 1848, après une guerre civile qui aboutit à la victoire du mouvement libéral-radical, le pays est organisé sous la forme d'un État national moderne accordant à tous les Suisses de sexe masculin le suffrage universel. Les trois décennies qui suivent offrent à l'industrie (déjà fortement développée mais encore disséminée dans la campagne et souvent organisée sur la base du travail à domicile) les conditions propices à un «take-off» économique rapide, projetant la Suisse au rang des nations les plus industrialisées — telle la Belgique par exemple. En 1918, soixante-dix ans après cet essor extraordinaire, a lieu la première et unique grève générale que le pays ait connue. Sans résultats positifs pour le mouvement ouvrier, cette grève, repoussée par un engagement massif de l'armée (de milice!), prend fin après trois jours seulement.¹

Ces deux événements, à savoir la victoire de la bourgeoisie libérale au milieu du 19^e siècle et la défaite de la classe ouvrière au début du 20^e siècle, posent les principaux jalons pour caractériser les traits significatifs de l'historiographie helvétique. Celle-ci comporte en effet deux étapes, qui, chacune à sa manière, marginalisent le rôle du mouvement ouvrier. L'explication de ces rapports de force

¹Pour l'histoire générale de cette période, voir *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Vol. 3 (Lausanne 1983).

spécifiques qui conditionnent l'historiographie est aisément décelable dans le type d'évolution que connaît la bourgeoisie suisse elle-même.²

Premièrement, la bourgeoisie et les classes moyennes de 1848, largement portées par une croissance industrielle encourageante, construisent un système politique libéral ouvert, accordant même aux ouvriers — du moins en principe — l'accès aux affaires publiques. Certes, une classe dominante et certaines élites bourgeoises prennent résolument en main la vie politique, bien encadrées par un groupe de contrôle efficace issu des milieux économiques. Mais dans l'idéologie du courant politique dirigeant (les radicaux), la société de classes n'existe pas. Les forces bourgeoises interprètent leur propre avènement comme celui du peuple entier: une image qui semble confirmée par le fait que la Suisse se trouve parmi les rares pays ayant introduit le suffrage universel, voire la démocratie semi-directe (le référendum populaire) au 19^e siècle déjà.

Pourtant — et c'est le deuxième point dont il faut tenir compte — l'évolution économique, de plus en plus ordonnée par un capitalisme dynamique, engendre en Suisse comme ailleurs les clivages sociaux propres à la société industrielle. La grève générale de 1918, provoquée en premier lieu par une dégradation dramatique des conditions de vie des couches populaires, perturbe brutalement le concept historique bourgeois, imposant par les faits la notion de lutte des classes. Pour autant, la notion bourgeoise d'unité nationale n'est pas démantelée, car le conflit est expliqué prioritairement comme le résultat d'une agitation «étrangère» suivie par quelques ouvriers suisses acquis au «bolchevisme», une mystification accréditée par la présence de Lénine en Suisse.³ La réaction bourgeoise est massive et sans ambiguïté: le mouvement ouvrier socialiste est confronté à un «bloc bourgeois» hautement idéologisé, avec pour conséquence que son histoire sera dénigrée ou marginalisée. Il faudra attendre les changements socio-culturels des années 1960 pour que l'histoire de la classe ouvrière et du socialisme helvétiques trouve une plus juste place dans la mémoire collective.

Afin de situer et de mieux comprendre cette histoire du mouvement ouvrier dans son contexte général, force est d'énumérer rapidement quelques-uns des aspects les plus importants de l'évolution économique et sociale.

L'économie helvétique de la fin du 19^e siècle, fortement reliée à celles de l'Empire allemand et de la France, affiche un PIB par habitant élevé, proche de celui de la Grande Bretagne. Le taux d'activité est passé de 45 pour cent en 1888 à 48 pour cent en 1910; le secteur primaire (agriculture) occupe 28 pour cent, le secondaire 47 pour cent et le tertiaire 25 pour cent de la population active.⁴ La

²Cf. Albert Tanner, *Arbeitsame Patrioten — wohlanständige Damen. Bürgertum und Bürgerlichkeit in der Schweiz 1830-1914* (Zürich 1995).

³Willi Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz* (Zürich 1973). Alfred Erich Senn, *The Russian Revolution in Switzerland 1914-1917* (Madison 1971), exagère le rôle de Lénine et donne une image peu précise du mouvement ouvrier suisse.

⁴Pour un survol de l'histoire économique et démographique, voir Jean-François Bergier, *Histoire économique de la Suisse* (Lausanne 1984).

surface de la Suisse est de 41,293 km², et le nombre d'habitants atteint, après deux décennies de forte croissance, 3.7 millions. La population est par ailleurs fractionnée tout d'abord sur le plan religieux (42 pour cent de catholiques et 56 pour cent de protestants), mais aussi sur le plan linguistique et culturel: 69 pour cent parlent l'allemand (dans des dialectes souvent fort différents), 21 pour cent le français et 8 pour cent l'italien. De surcroît, depuis les années 1880, ce morcellement linguistique est accentué par une immigration croissante: en 1910, la population étrangère — composée de nombreux ouvriers spécialisés allemands et d'un grand contingent de manœuvres italiens — représente presque 15 pour cent des habitants. Si la présence de ces couches ouvrières venues de différents pays joue un rôle important pour la diffusion des idées socialistes, elle permet aussi aux classes dirigeantes et aux autorités publiques — grâce à une police politique très répressive qui attise la xénophobie — de diviser et de quadriller le mouvement ouvrier indigène.⁵

Mais de toute façon, les clivages provoqués par les différentes valeurs culturelles et références linguistiques s'interposent sensiblement dans le processus de lente formation d'une classe ouvrière. Les premiers mouvements socialistes se sont manifestés pendant la phase précédant la constitution de l'État de 1848 et, de manière plus pertinente, dans les années 1850.⁶ Puis, la Première Internationale — qui au début de son existence a tenu par trois fois ses Congrès en Suisse (Genève 1866, Lausanne 1867 et Bâle 1869) — apporte aussi sa part à la diffusion des idéaux socialistes, sans pour autant investir le mouvement ouvrier du pays d'une nouvelle doctrine. Ce n'est que dans les années 1880 que l'Union Syndicale Suisse (USS, 1880) et le Parti socialiste (PS, 1888) offrent à la classe ouvrière un véritable cadre politique national.⁷ Au début du 20^e siècle, s'adossant au concept marxiste du socialisme allemand, l'USS et le PS s'inscrivent dans une perspective programmatique commune. Parallèlement, la gauche politique commence à entrer dans les parlement et parfois même dans les exécutifs communaux et cantonaux où il leur arrive de conquérir la majorité. Cependant, au niveau national, la bourgeoisie libérale-radical, alliée aux catholiques-conservateurs depuis l'essor des socialistes, continue à maintenir ces derniers en minorité. Après la grève générale de 1918, le mouvement ouvrier socialiste se voit confronté à une coalition bourgeoise de droite très raide dans son antisocialisme, et qui réussit à occuper, en dépit de l'introduction d'un système électoral proportionnel, trois quart des sièges du parlement central. Au même moment a lieu la scission du PS qui perd environ un

⁵Hans Ulrich Jost, Marc Vuilleumier (ed. alt), *Cent ans de police politique en Suisse (1889-1989)* (Lausanne 1992).

⁶Franz Wirth, *Johann Jakob Treichler und die soziale Bewegung im Kanton Zürich (1845/1846)* (Basel/Frankfurt 1981).

⁷*Un siècle d'Union syndicale suisse, 1880-1980* (Fribourg 1980); *Solidarität, Widerspruch, Bewegung. 100 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz*. Hg. von der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz durch Karl Lang, Peter Hablützel, Markus Mattmüller und Heidi Witzig (Zürich 1988).

quart de ses membres, alors que le petit Parti communiste issu de cette séparation ne réussira pas à s'étendre, demeurant une formation marginale dont la bourgeoisie se sert délibérément pour brandir l'épouvantail du danger communiste. Quant à l'USSR et au PS, ils amorcent la voie vers l'intégration à l'État bourgeois et assument des responsabilités de plus en plus nombreuses et importantes au niveau cantonal.⁸ Ce qui n'empêche pas le gouvernement helvétique de se maintenir en tant que formation de la droite qui cherche, lors de la Deuxième guerre mondiale, des arrangements avec l'Allemagne nazie. Pourtant, à la fin de l'année 1943, après le tournant de Stalingrad, le PS augmente sensiblement le nombre de ses députés, et les partis bourgeois finissent par accepter d'élire un représentant socialiste au gouvernement. A partir de 1959, ce dernier se constitue sur une base appelée «formule magique» incorporant, à côté de cinq représentants des formations bourgeoises, deux socialistes. A ce moment de l'histoire politique, l'agriculture occupe encore 11 pour cent de la population active, tandis que l'industrie et les services affichent respectivement un taux de 50 pour cent et 39 pour cent. Au cours des années 1970, les services dépasseront le secteur secondaire qui tombera à 35 pour cent, en même temps que la main-d'oeuvre dans l'industrie est dès lors formée en grande partie par des ouvriers et ouvrières d'origine étrangère dont le statut précaire n'offre guère la possibilité d'intervenir dans la vie publique.⁹

L'historiographie du mouvement ouvrier évolue largement en fonction des rapports de force pointés dans cette brève esquisse historique. Jusqu'aux années 1960, le socialisme et la classe ouvrière ne constituent pas un domaine historique reconnu; dans les ouvrages de vulgarisation ou dans les manuels scolaires, ils n'apparaissent que de façon marginale.¹⁰ Le socialisme helvétique, qui a pourtant adopté presque sans exception une attitude réformiste et social-démocrate,¹¹ y est souvent décrit de manière péjorative, implicitement accusé de représenter un danger vital pour la démocratie helvétique.¹² Les quelques études qui tentent de donner au mouvement ouvrier sa juste place sont presque toujours rédigées par ses sympathisants.¹³ Il convient de mentionner à ce propos l'unique histoire suisse

⁸Bernhard Degen, *Abschied vom Klassenkampf. Die partielle Integration der schweizerischen Gewerkschaftsbewegung zwischen Landesstreik und Weltwirtschaftskrise (1918-1929)* (Basel 1991); Bernhard Degen, *Sozialdemokratie: Gegenmacht? Opposition? Bundesratspartys? Die Geschichte der Regierungsbeteiligung der schweizerischen Sozialdemokraten* (Zürich 1993).

⁹Werner Haug, «... und es kamen Menschen». *Ausländerpolitik und Fremdarbeiter in der Schweiz, 1914 bis 1980* (Basel 1980).

¹⁰Un exemple qui montre bien ces défaillances, Georges André Chevallaz, *Histoire générale, de 1789 à nos jours* (Lausanne 1957).

¹¹Erich Gruner, «Die Arbeiterbewegung in der Schweiz vor der Frage: Reform oder Revolution», *Revue Suisse d'Histoire*, 25 (1975), 269-83.

¹²Pour un exemple particulièrement violent, voir Paul de Vallière, *Les Troubles révolutionnaires en Suisse de 1916 à 1919* (Lausanne 1927).

¹³Mario Gridazzi, *Die Entwicklung der sozialistischen Ideen in der Schweiz bis zum Ausbruch des Weltkrieges* (Zürich 1935).

«marxiste,»¹⁴ dont l'auteur est Robert Grimm (1881-1958),¹⁵ l'un des dirigeants les plus importants du PS; emprisonné au lendemain de la grève générale de 1918 dont il avait été l'un des leaders, il a rédigé ce vaste essai durant ses six mois de détention.

Le tournant historiographique concernant le mouvement ouvrier débute à la fin des années 1950, coïncidant avec le moment où le gouvernement suisse passe à la «formule magique.» Parmi les nombreuses études publiées au cours des années 1960, je me contenterai de mentionner la grande biographie de Leonhard Ragaz présentée par Markus Mattmüller,¹⁶ l'immense travail d'Erich Gruner sur les ouvriers suisses au 19^e siècle,¹⁷ et la profonde analyse de la grève générale, publiée à l'occasion du 50^e anniversaire de cet événement, en 1968.¹⁸ Ces exploits réalisés dans le cadre universitaire sont corroborés par des mouvements de jeunes chercheurs (souvent militants de la gauche) qui cherchent à la fois les traditions occultées de leur propre engagement et une ouverture conceptuelle sur le plan de l'histoire nationale. Un de ces groupes a publié, malgré différentes entraves et pressions exercées sur les éditeurs, un recueil de sources et de commentaires devenu un ouvrage de référence pour l'histoire du mouvement ouvrier.¹⁹ En Suisse romande, c'est dans le même esprit que se constitue une Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AHEMO) qui publie régulièrement, depuis 1984, un «Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier.»²⁰ Et si cet épanouissement historiographique est porté tout d'abord par des chercheurs de la Suisse alémanique influencés par l'histoire sociale allemande et anglo-saxonne, la Suisse romande suivra bientôt cette évolution. En guise d'exemple, et pour signaler la force symbolique de cette percée, mentionnons encore un ouvrage collectif consacré à la grève générale de 1918²¹ en Suisse romande — une publication dirigée par Marc

¹⁴Robert Grimm, *Geschichte der Schweiz in ihren Klassenkämpfen* (Bern 1920 [reprint Zürich 1976]).

¹⁵Christian Voigt, *Robert Grimm. Kämpfer, Arbeiterführer, Parlamentarier. Eine politische Biographie* (Bern 1980); Adolph MacCarthy, *Robert Grimm, der schweizerische Revolutionär* (Bern 1989).

¹⁶Markus Mattmüller, *Leonhard Ragaz und der religiöse Sozialismus*, 2 vols. (Basel/Stuttgart 1957/68).

¹⁷Erich Gruner, *Die Arbeiter in der Schweiz im 19. Jahrhundert* (Bern 1968).

¹⁸Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918* (Zürich 1968). Nouvelle édition révisée avec une postface bibliographique de H.U. Jost (Zürich 1988).

¹⁹*Schweizerischen Arbeiterbewegung. Dokumente zu Lage, Organisation und Kämpfen der Arbeiter von der Frühindustrialisierung bis zur Gegenwart* (Zürich 1975).

²⁰Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, Case postale 104, CH — 1000 LAUSANNE 17.

²¹Marc Vuilleumier, François Kohler, Eliane Ballif, Mauro Cerutti, Bernard Chevalley, *La grève générale de 1918 en Suisse* (Genève 1977).

Vuilleumier, un historien genevois qui a contribué par de nombreuses études à l'histoire du monde ouvrier en Suisse.²²

Démarrée dans une ambiance pleine d'espoir au cours des années 1960, cette riche production s'est maintenue dans les décennies suivantes. A la fin des années 1980, une sorte de conclusion historiographique sera élaborée par Erich Gruner, une personnalité considérée comme l'un des pères fondateurs de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse. Sur plus de 3000 pages, ce dernier élabore une analyse complexe de l'économie, du travail, des syndicats et du PS pour la période 1880-1914.²³ Ce travail, impressionnant par la quantité d'informations et d'analyses est cependant souvent difficile d'accès à cause de sa composition parfois éclatée et la multiplicité de ses approches conceptuelles.²⁴ Une synthèse, portant sur la même période et reprenant une perspective semblable, a par ailleurs été publiée dans le cadre d'un travail collectif organisé par l'International Institut of Social History à Amsterdam.²⁵ Tout laisse dès lors penser qu'à la fin des années 1980, l'histoire du mouvement ouvrier est entrée définitivement dans le vaste champ de l'histoire nationale. Pourtant, un événement récent et significatif impose de sérieuses réserves à ce sujet: dans un recueil dédié au 700e «anniversaire» de la Confédération, publié par la Société Générale Suisse d'Histoire — qui symbolise en quelque sorte l'historiographie officielle — seules 13(!) pages sur les 450 que contient ce livre de bilans et perspectives de l'histoire suisse sont consacrées au monde ouvrier.²⁶ Une nouvelle marginalisation de cette histoire semble donc bel et bien amorcée ...

Pour autant, il ne s'agit pas uniquement d'un problème quantitatif. Une histoire qui aurait pour sujet le travail et les conditions de vie des classes populaires, ou «pire» encore, les mouvements politiques de la gauche, est encore et toujours tacitement isolée de la tradition historique nationale qui, quant à elle, est au service d'une permanente reconstruction des valeurs bourgeoises et des mythes de la Suisse préindustrielle.²⁷ Ces interdépendances spécieuses entre histoire, idéologie et

²²H.U. Jost, «Le rôle de Marc Vuilleumier dans l'historiographie du mouvement ouvrier suisse», *Pour une histoire des gens sans histoire. Ouvriers, exclus et rebelles en Suisse, 19e-20e siècles*, textes réunis et présentés par J. Batou, M. Cerutti et Ch. Heimberg (Lausanne 1995), 13-22.

²³Erich Gruner, *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz*, 3 vols. (Zürich 1987/88).

²⁴Voir mon compte rendu «Swiss Labour History», *International Review of Social History*, 34, 3 (1989), 485-94.

²⁵H.U. Jost, «Switzerland», *The Formation of Labour Movements 1870-1914*, edited by Marcel van der Linden and Jürgen Rojahn, vol. 1 (New York/Leiden 1990), 271-91.

²⁶Bernhard Degen, «Arbeiterinnen, Arbeiter und Angestellte in der schweizerischen Geschichtsschreibung», *Geschichtsforschung in der Schweiz. Bilanz und Perspektiven — 1991/L'histoire en Suisse. Bilan et perspectives — 1991* (Basel 1992), 79-91 (contient par ailleurs une bonne synthèse bibliographique).

²⁷Voir H.U. Jost, «Les enjeux politiques de l'histoire suisse», François Masnata, Claire Rubatel, *Le pouvoir suisse 1291-1991* (Lausanne 1991), 291-9.

imaginaire des classes dominantes ont, depuis des décennies, marqué le cadre conceptuel de l'historiographie helvétique. Force est de rappeler que, dans un pays aussi peu cohérent du point de vue culturel, la construction et la diffusion des valeurs directrices sont, entre autres, largement confiées à l'histoire. Cette dernière représente ainsi un enjeu primordial pour un monde politique dont l'orientation néolibérale ne le porte pas à s'intéresser à une réflexion sur le socialisme ou le monde des travailleurs et des travailleuses. Les réticences à l'égard de tels projets ont même parfois des conséquences perverses. Il en va ainsi pour le petit Parti communiste qui a été, quant à lui, l'objet d'un large intérêt historique.²⁸ Comme les recherches le concernant ont souvent révélé la face immorale du communisme stalinien, ce fut le prétexte pour la presse bourgeoise de fréquemment les saluer par des éloges — avec pour effet de servir, en fin de compte, au dénigrement politique du socialisme et à la justification à posteriori de l'anticommunisme déjà si virulent en Suisse.

Dans cette structure helvétique où coexistent de nombreux niveaux de cliques, on se doit de mentionner encore les courants non-socialistes du mouvement ouvrier. En Suisse, depuis le 19^e siècle, les catholiques-conservateurs ont mis en place une importante sociabilité ouvrière qui a débouché sur la formation d'un mouvement chrétien-social d'une certaine ampleur.²⁹ Or les différences de pratiques religieuses, tout comme celles des langues et des cultures politiques régionales, ont provoqué en Suisse des décalages et parfois un morcellement significatif du mouvement ouvrier.³⁰

Au demeurant, si aujourd'hui l'on tente de faire le bilan de la production historique le concernant, on constate que celle-ci est riche et variée. Les recherches, constituées souvent par des monographies élaborées dans le cadre de thèses universitaires, proposent un grand éventail de thèmes et pointent des problèmes intéressants. Quant aux nouveaux manuels scolaires, la plupart introduisent maintenant le mouvement ouvrier et le socialisme de manière honnête, mais sans approfondissement particulier.³¹ On trouvera par ailleurs dans cet article, sous forme de notes bibliographiques, quelques-uns des ouvrages principaux donnant accès aux travaux accomplis au cours des dernières décennies.

²⁸Peter Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz 1921-1931* (Bern 1988); Brigitte Studer, *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern 1931 à 1939* (Lausanne 1994).

²⁹Roland Ruffieux, *Le mouvement chrétien-social en Suisse romande, 1891-1949* (Fribourg 1969).

³⁰H. U. Jost, «Culture politique et mouvement ouvrier en Romandie au XIX^e siècle,» *Union et division des Suisses. Les relations entre Alémaniques, Romands et Tessinois aux XIX^e et XX^e siècles*, sous la dir. de P. du Bois (Lausanne 1983), 43-63.

³¹Par exemple *Das Werden der modernen Schweiz*, vol. 2 sous la dir. de J. Hardegger, M. Bolliger, F. Ehrler, H. Kläy et P. Stettler (Luzern 1989).

Récemment, un certain nombre de questions spécifiques ont été abordées, comme par exemple la condition ouvrière dans les entreprises,³² ou la présence des femmes (un des piliers les plus importants de l'industrialisation helvétique) dans le mouvement ouvrier.³³ Cependant, une synthèse qui permettrait de saisir le rôle et l'importance de la classe ouvrière dans son ensemble, et particulièrement dans ses rapports avec la société bourgeoise helvétique, manque toujours cruellement; il en va de même pour une histoire du mouvement ouvrier qui serait intégrée à une histoire sociale ou politique générale. D'autres domaines demanderaient un réel approfondissement, tels par exemple des études et des statistiques globales sur les salaires et les revenus, ou encore la répartition des richesses par rapport aux classes sociales. Mais la toute-puissance actuelle du néolibéralisme et le développement des oppositions aux politiques sociales traditionnelles sont peu propices à une exploration renforcée de l'histoire du mouvement ouvrier, tout comme ils ne favorisent guère son interprétation sous forme de synthèse. Ainsi, en dépit de son épanouissement notable depuis les années 1960, cette histoire restera probablement encore longtemps en marge de l'historiographie nationale.

³²Rudolf Vetterli, *Industriearbeit, Arbeiterbewusstsein und gewerkschaftliche Organisation. Dargestellt am Beispiel der Georg Fischer AG (1890-1930)* (Göttingen 1978).

³³Yvonne Pesenti, *Beruf: Arbeiterin. Soziale Lage und gewerkschaftliche Organisation der erwerbstätigen Frauen aus der Unterschicht in der Schweiz, 1880-1914* (Zürich 1989); Annette Frei, *Patriarchen. Arbeiterbewegung und Frauenemanzipation in der Schweiz um 1900* (Zürich 1988).